

Initiatives ministérielles

ils ne peuvent se présenter au travail parce des fonctionnaires en grève bloquent l'entrée. Cela ne peut durer.

Nous ne pouvons accepter que les déplacements qui se font partout au pays pour toute une gamme de raisons soient subitement paralysés. Nous croyons que cela n'est pas acceptable.

C'est ainsi. Nous avons négocié avec les ingénieurs. Nous avons négocié avec les équipages de certains navires. Nous avons réussi à nous entendre avec un certain nombre de syndicats de la fonction publique et nous continuons de négocier.

• (1130)

Je voudrais dire quelques mots au sujet de la décision de la Commission des relations de travail dans la fonction publique. Il me semble que nous avons négocié de bonne foi depuis le début. Nous avons eu, je le répète, des séances de négociation qui ont duré 60 jours et 30 jours de conciliation. Toute négociation est difficile. Ce sont des professionnels qui siègent des deux côtés. À mon point de vue, ils ont fait preuve de bonne foi pendant tout le processus, mais le problème, c'est qu'il y a des gens qui pensent comme M. Bean, lequel a déclaré: «Vous savez, ce n'est pas une question d'argent. C'est une bataille politique que nous livrons au gouvernement.» C'est de cela qu'il s'agit. Il a dit que son syndicat était politiquement contre le gouvernement et que la question salariale n'avait rien à voir là-dedans. Voilà ce que ça donne que de leur parler.

Nous estimons que nous avons négocié de bonne foi depuis le début. Le ministre a demandé à ses négociateurs de reprendre les négociations avec l'AFPC et M. Bean. Il a dit en outre que nous étions prêts à discuter de toutes les questions sur la table, mais non des augmentations de 0, 3 et 3 p. 100, qui font partie de la politique économique énoncée dans le budget du 26 février. Nous ne bougerons pas là-dessus. Nous sommes cependant prêts à discuter des questions non salariales dont a été saisi le Conseil du Trésor. Nous sommes prêts à en discuter afin d'en venir, je l'espère, à une entente sur quelques points.

Rien n'est facile en ce domaine. D'autres gouvernements ont, avant nous, présenté des lois qui restreignaient les hausses salariales. Je me souviens des débats de l'époque. J'y ai participé et je me souviens qu'ils ont été acerbes. Quand la politique des 5 et 6 a été présentée, ce sont les négociations dans leur ensemble qui ont été suspendues. Les conventions collectives des fonctionnaires ont tout simplement été suspendues. Carrément suspendues. Les restrictions ont été maintenues pendant un certain temps, mais elles ont finalement été levées parce

qu'elles provoquaient d'autres pressions sur le gouvernement.

Notre objectif global est de gérer l'économie d'une manière réaliste en privilégiant l'intérêt de tous. Tous doivent faire leur part. Nous avons dit que les hausses de 0, 3 et 3 p. 100 s'appliqueront à tous les employés de l'État. Dans le secteur privé, nombre d'entreprises licencient leurs employés. Les entreprises, les fabricants notamment, rationalisent leurs activités en raison de la conjoncture internationale. On voit des fabricants qui ont opté, pour des raisons économiques, pour la livraison au moment adéquat et qui se retrouvent dans la situation où les marchandises dont ils ont besoin pour leurs livraisons sont immobilisées à la frontière dans des camions, des conteneurs ou Dieu sait quoi. Cela ne peut pas continuer. Si nous le permettons, nombre de nos entreprises devront licencier massivement leurs employés.

Quelqu'un m'a appelé pour me dire que si nous n'assurons pas l'entrée de certains matériaux en provenance des États-Unis, il ne serait pas en mesure de livrer certaines fournitures aux aciéries de Hamilton. Tout ceci va avoir des répercussions catastrophiques. Si on ajoute à cela la fermeture du port de Hamilton, quel sera le résultat? Cela entraînerait le chaos à Hamilton.

Je suis persuadé que nous suivons la bonne voie et que nous prenons la mesure qui s'impose à ce stade-ci. Cela n'a rien d'agréable. Nous n'en tirons aucune joie particulière, mais ce doit être fait pour le bien du pays. La conjoncture économique s'améliore. Les taux d'intérêt ont chuté, l'inflation est à la baisse et on peut compter sur une assez forte activité économique. En fait, dans notre région de Hamilton—Oakville—Burlington. . .

Une voix: C'est faux.

M. Kempling: Vous aurez la possibilité d'intervenir; dites donc ce que vous avez à dire.

Dans notre région, le *Spectator* de Hamilton a publié récemment un article dans lequel on prétendait qu'Oakville, Hamilton et Burlington vont pouvoir compter sur un faible taux de chômage au cours des 12 prochains mois. Vous l'ignorez, car vous n'êtes jamais là.

Une voix: Vous ne savez pas de quoi vous parlez.

M. Kempling: Rentre dans ton trou. Quoi qu'il en soit, les choses vont en s'améliorant dans la région et je pense que nous allons nous en sortir fort bien malgré ce qu'en